



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Vers-une-autre-logique-du>

Actualité

Vers une autre logique du développement

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 882 - octobre 1989 -

Date de mise en ligne : lundi 7 avril 2008

Date de parution : octobre 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Au récent "Sommet des peuples les plus pauvres", organisé par la Mutualité le 15 Juillet dernier, Jacques Robin a pu intervenir pour parler "d'une autre logique du développement global", affirmant d'emblée que la question centrale est de tracer les voies d'un nouveau mode de développement pour les sociétés humaines, c'est à dire d'autres pratiques et d'autres concepts économiques socio-culturels, politiques, et éthiques, mieux adaptés à la culture vivante des sociétés et des individus qui les composent. Après avoir rappelé, en une analyse qui, là encore, rejoint parfaitement les nœuds, les relations de l'économie à la nature et aux technologies nouvelles, l'orateur a montré l'inadaptation d'une économie devenue absurde, surajoutant aux conditions traditionnelles de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exclusion aussi bien des êtres humains des pays pauvres que des nouveaux pauvres des pays riches. La conclusion de l'exposé est la contribution de J.Robin à l'inventaire de propositions de transition vers l'économie distributive :

Pour répondre à la fois aux impératifs de l'environnement naturel de la biosphère et pour utiliser à plein les moyens offerts par les progrès des technologies informationnelles, plusieurs conduites novatrices sont à introduire dans le développement économique. Elles concernent en particulier le rôle de la fonction économique, la place du marché, l'utilisation de la monnaie.

Nous gardons l'idée d'une fonction économique chargée d'optimiser la gestion des biens semi-rares, en y introduisant les palliatifs sans valeur comme ceux du "partage", de "l'économie mixte" ou de la "croissance avec pacte social". Ce qui nous manque en fait c'est une philosophie économique capable, devant l'abondance possible, d'associer la mise en commun, la créativité et la solidarité. Nous croyons indispensable de sortir du champ de la justice économique classique dite commutative (où l'échange des droits et des devoirs est fondé sur la fiction de l'égalité des personnes) pour nous engager dans la voie d'une justice plus distributive qui donne à chacun selon ses besoins et ses talents. Sans ce recadrage de la fonction économique, les aspirations profondes qui se manifestent partout aujourd'hui à un nouveau mode de vie et à un nouveau sens des finalités de l'aventure humaine ne pourront que s'exaspérer de ne pas être satisfaites.

Le système actuel, malgré la montée inexorable des revenus dits sociaux dans les pays industrialisés, ne se résout à prendre que des mesures "cache-misère" : le revenu minimum (avec ou sans insertion !) distribué aux exclus les plus démunis dans les pays industrialisés ; la réduction des dettes ou des distributions caritatives dans les pays du Sud. Ces propositions misérables par rapport aux réalités ne parviennent pas à cacher la situation scandaleuse : des dizaines de millions de sans-emploi dans les pays industrialisés ; une plus grande importance des flux financiers du Sud vers le Nord, que du Nord vers le Sud !

Comment opérer un retournement de l'économie ? Tout en laissant fonctionner un grand nombre de mécanismes de concurrence et de compétitivités commerciales qui correspondent à des régulations économiques indispensables et aux comportements "appris" de beaucoup de citoyens, il convient de mettre en place progressivement une allocation de base pour tous, allocation distributive, et non pas re-distributive. De nombreuses expériences à ce sujet sont en cours ; elles doivent être évaluées, et comparées à de nouvelles propositions comme le troisième échelon, le revenu technologique... Il est également indispensable de tester le fonctionnement de la gratuité de certains biens (transports, nourriture...) comme base naturelle d'une économie post-industrielle de la société de communication et d'autonomie ; ces expériences se garderont bien de tomber dans "l'assistance", dont on a vu les mafaits dans les sociétés à économie totalitaire : l'activité humaine a besoin d'effort et de risque. Mais dans l'immédiat, la marchandisation de toute activité représente le danger le plus puissant. Le point essentiel à viser, c'est d'abandonner le moins possible de citoyens dans les

exclusions de toutes sortes : chômage, misère, drogue, violences...

L'intrication des activités de production avec celles d'utilité sociale nécessitent d'autre part, en priorité, de donner toute importance au "développement local" dans des institutions ouvertes et des réseaux centralisés à l'échelle des collectivités locales, des bassins d'emplois et des régions. L'extension d'une telle micro-économie, pour ne pas être détachée des régulations de la macro-économie entraîne le besoin d'infléchir les concepts de marché et de monnaie.

" Le marché, terme des plus ambigus, est à mettre au service des hommes et non au service de sa propre finalité.

Le vieux débat sur la place de "l'économie socialiste entre le plan et le marché", celui plus neuf qui cherche à faire croire que le marché n'est plus un choix mais une donnée, sont dépassés par les nécessités des réalités écologiques et de l'intrusion des technologies informationnelles. D'ailleurs quel marché ? Ce mot entretient toutes les ambiguïtés. Sans aucun doute, le marché en tant qu'expression des conduites de consommation des acteurs sociaux, en tant que lieu de rencontre des offres et des demandes anonymes, fonctionne comme une pratique démocratique irremplaçable, en lieu et place du "troc" ou du "bon". Le marché, avec le système de prix fluctuants qu'il entraîne et qui interagissent sur la production des biens, n'a pas d'équivalent pour l'instant dans la mesure où il est capable d'exprimer la réévaluation des utilités et des désirs des citoyens solvables.

Mais il existe à côté du marché, des champs de répartition de biens et de services, personnels et collectifs, dans lesquels le marché n'a rien à voir : les sites naturels, de nombreux biens culturels, des biens essentiels comme l'eau non polluée, l'air, les transports, et de nos jours les moyens de connaissance, de curiosité et de communication.

Il est donc indispensable de structurer un champ limité pour l'économie de marché et de rechercher d'autres modes de régulation économique pour ce qui ressort de nombreux objectifs écologiques et de justice sociale.

L'évolution économique qui fait irruption dans les pays de l'Est et en Russie, à l'issue de l'échec total de l'économie planifiée collectiviste, pourrait permettre en ce domaine des points de rencontre avec la tentative de la Communauté Européenne de construire une économie éloignée des sirènes

de l'économie libérale, qui se targue d'une 'main invisible', parfaite invention de l'idéologie dominante. Le Vieux Continent n'est sans doute pas destiné à abandonner, ni au marché-finalité, ni au plan-totalitarisme ce qu'il a conquis au cours de luttes centenaires : un idéal de justice sociale cherchant à s'appuyer sur la créativité personnelle des acteurs économiques. Dans cette orientation, il devient indispensable de repenser le problème de la monnaie.

" L'outil traditionnel de l'économie, la monnaie, dont les avantages pour assurer une plus grande liberté aux hommes ne sont pas à remettre en question, voit son rôle dénaturé par le système industriel. Moyen d'échange (et de pouvoir), elle se traite aujourd'hui comme un objet et l'utilisation des cartes de crédit amplifie le phénomène. Lors de la crise boursière d'octobre 1987, les transactions en sont venues à figurer pour près de quarante fois la valeur économique des biens qu'elles étaient censées représenter ! La monnaie de consommation et d'investissement est devenue objet de spéculation. Certes, on commence à comprendre la nécessité d'un accord de parités monétaires internationales, proches de taux fixes, entre le dollar, le yen et l'écu. Mais pour éviter les mouvements erratiques incessants des changes, toujours défavorables aux pays du Sud, il faut rechercher une référence monétaire mondiale plus stable, par exemple un 'panier' de matières premières dont l'idée a déjà été avancée par Mendès-France.

Mais il n'est sans doute pas le chemin le plus innovateur en matière de monnaie. Si l'on veut, dans un tissu local ou régional, relier les services productifs et les services d'utilité sociale, nous sommes dans l'obligation d'envisager la création, aux côtés de la monnaie principale de référence, d'une 'monnaie locale', non thésaurisable, limitée à sa consommation dans un temps donné et pour des biens catégoriels précis. On peut voir une variante de cette expérimentation (sans monnaie !) dans

les 'systèmes d'échanges communautaires' qui se développent aux Etats-Unis : ils mettent en pratique la 'règle d'or' restreinte dans laquelle on échange travaux et services sans recourir à l'argent. Il nous faut étendre ces expérimentations, comprendre leurs mécanismes, déceler ce qui facilite des rapports économiques quotidiens et conviviaux.

Or la 'monnaie' permettrait de résoudre certaines objections liées à la soi-disant complication administrative et technique d'un système à plusieurs monnaies. Il est confondant de voir avec quelle rapidité les technologies informationnelles sont utilisées lorsqu'il s'agit de maximiser les gains des plus favorisés (banques, places boursières, établissements financiers...) et les résistances d'un système qu'il s'agit d'innovations d'intégration globale capables de mettre en cause le système.

" Nouveau cadrage de la fonction économique vers une économie ouvertement distributive, limitation des structures de marché, utilisation diversifiée de la monnaie pour la consommation, ces orientations entraînent, on le conçoit, des transformations en profondeur.

La complexité croît encore lorsqu'il s'agit de prévoir les régulations économiques planétaires tenant compte des diversités territoriales. Raison de plus pour s'atteler à ces questions vitales, à leurs méthodologies, en demandant l'aide de l'imagination et de l'informatisation de haut niveau. Pour tenir compte des obligations écologiques et faire la place aux conséquences inévitables des technologies informationnelles, le développement économique 'capable de tenir la route' sera donc inévitablement plus complexe, plus 'combiné' que l'économie de marché, dépassée et dont on nous rebat les oreilles, sans que l'on souligne la médiocrité de ses performances pour la grande masse des consommateurs et les injustices fondamentales qu'elle véhicule au hasard des circonstances.

Le développement économique vis-à-vis du social, du politique et de l'éthique
Cette autre logique du développement économique, dont nous avons souligné ici quelques pistes, ne peut être envisagée, nous l'avons déjà dit, sans un immense effort parallèle dans les domaines du social, du politique et de l'éthique.

Nous sommes arrivés à ce tournant de l'histoire où l'économie devient le social lui-même. Sans l'appréhension des besoins de justice sociale, l'écologie, même scientifique, risquerait de sombrer dans une 'ingénierie' avec son propre penchant terroriste. De leur côté, isolées de la démocratie sociale et culturelle, les technologies informationnelles rejoindraient les autres technosciences dans leur asservissement au système industriel, marchand et militaire.

Ce qui est soulevé dans le cadre d'un autre développement global, c'est la question du renouveau du système politique lui-même : il ne s'agit rien de moins que de faire faire un nouveau bond à la démocratie en promulguant 'les droits et les devoirs de l'Humanité toute entière' dans les multiples domaines, socio-culturel, économique, institutionnel.

Au premier chef, il faudrait apporter tous ses soins à une éducation pour tous, multidimensionnelle et transdisciplinaire ; elle donnerait une place centrale à la créativité autonome, à la connaissance, à la curiosité, enracinant ainsi la permanence du renouvellement de la culture.

Enfin, un tel développement global remettrait en cause, sans aucun doute, les moules traditionnels des 'morales reçues'. C'est d'une éthique, questionnante des normes et des valeurs, dont nous avons besoin pour épanouir l'humanité.

Pourrait-elle y parvenir en l'absence de fondements définitifs et dans l'interrogation sans réponse du sens de la place de l'homme dans la nature ? On peut le rêver, l'espérer et le préparer.

La responsabilité historique des citoyens et de la Société Civile, des associations de citoyens, des ONG, des réseaux multiples en lutte contre l'absurdité et la tragédie de la situation planétaire actuelle revêt une importance considérable : faire prendre conscience des problèmes au plus grand nombre, expérimenter des pratiques, faciliter l'émergence de nouveaux concepts.